

## François Villeroy de Galhau

### Contribution de synthèse pour la Commission Attali

\*\*\*\*\*

#### Une question, et trois leviers pour libérer la croissance

##### ■ Une question : pourquoi la croissance ?

Question devenue moins évidente face aux thèses de la décroissance (de tout poil), et cruciale face à la peur du changement. Le premier impératif de notre Commission, c'est **redonner envie de croissance**. Deux réponses possibles :

- par les gains chiffrés : un point de croissance en plus pendant 5 ans, c'est fin 2012 X en emplois (le plein emploi), Y en pouvoir d'achat, Z en diminution de la dette. Se concentrer sur ces trois seuls objectifs.
- par l'espérance **d'une vie meilleure pour nos enfants** : c'est ce "fil" là – le progrès social – qui s'est cassé dans les têtes (pas dans les chiffres !). Construire une société où nos enfants puissent :
  - tous travailler et mieux travailler (productivité/formation)
  - accroître leur revenu, et mieux l'employer (efficacité de la dépense publique)
  - être dans "**l'ordre des chances**" et non plus dans "l'ordre des positions acquises" :

##### ■ Trois leviers

**1) Elargir l'accès au crédit** : ne coûte rien, effet rapide, "triangle de confiance" simple (cf fiches transmises par ailleurs) :

- changer le discours public : oui au crédit responsable
- assouplir notre droit des contrats et des taux-plafonds
- un fichier préventif contre le surendettement plutôt qu'un fichier positif

Passer des 3% de croissance du crédit actuels, à 10 % par an (minimum au regard de l'Italie ou de l'Espagne), c'est gagner de l'ordre de 0,2 à 0,5 points de croissance annuelle [chiffrage à préciser avec nos rapporteurs]

**2) Libérer les énergies publiques**

Nous devons plaider pour la réforme **dans** l'Etat (et non la réforme **de** l'Etat, en bloc), appuyée sur deux pouvoirs :

- **le pouvoir manager**, si possible dans des agences ayant l'autonomie de gestion mais de fortes obligations de résultat, sinon via des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens.

- **le pouvoir usager**, ou consommateur, en commençant par mesurer chaque année (i) l'indice de satisfaction par grand service (ii) des indices de simplifications, assez faciles à calculer pour l'impôt par exemple

**Objectif souhaitable** : la mesure de l'écart français, c'est le niveau de dépenses publiques (plutôt que celui des prélèvements). Nous avons en gros cinq points de PIB de plus que nos voisins d'Europe continentale, pour des prestations publiques à peu près équivalentes. C'est ce gap-là qu'il faut combler.

### 3) Combiner désendettement et réforme fiscale

- Il y a longtemps que les déficits n'entraînent plus la croissance. C'est même aujourd'hui l'inverse : beaucoup d'expériences de désendettement qui ont favorisé la croissance (pays nordiques, Allemagne). De fait l'équivalence ricardienne fonctionne : l'épargne publique est compensée par une désépargne privée.
- D'où une priorité claire à la réduction des déficits. Pas de baisse des prélèvements obligatoires tant que nous ne sommes pas à l'équilibre.
- Viser donc **des réformes fiscales à rendement positif ou constant**, favorables à la croissance. Il y en a au moins trois :
  - la banalisation de la fiscalité de l'épargne : il n'y a dans un marché financier internationalisé, plus beaucoup de raisons d'inciter à l'épargne. Ce n'est pas une ressource rare, et ces niches fiscales (i) coûtent cher (ii) accroissent les inégalités au profit des détenteurs de capital et des plus âgés.
  - la retenue à la source de l'impôt sur le revenu, qui corrigerait une exception française. Sa conséquence : nous avons par rapport aux autres, un IR beaucoup plus bas et des cotisations sociales plus lourdes sur l'emploi.
  - la "TVA emploi".